



# Réouverture des écoles : un consensus est possible

## Jean-Michel Blanquer consulte enseignants, parents d'élèves et élus locaux avant d'élaborer un plan de déconfinement

### Page blanche

**Avant de mettre au point un « plan » pour organiser la réouverture des écoles à partir du 11 mai, le ministre de l'Éducation s'entretient tous azimuts.** Jeudi matin, le sujet a également été abordé par les associations d'élus du « bloc communal » en visioconférence avec Edouard Philippe. C'est à Jean Castex que revient la mission de piloter l'ensemble. Ancien secrétaire général de l'Élysée sous Nicolas Sarkozy et élu des Pyrénées-Orientales, celui-ci a été nommé « M. Déconfinement » début avril.

Marie-Amélie Lombard-Latune

DES OBJECTIFS CLAIRS, une sécurité sanitaire aussi efficace que possible et une bonne dose de confiance et d'autonomie : telles sont les demandes du monde enseignant trois jours après l'annonce d'une réouverture des écoles à partir du 11 mai. A y regarder de près, les déclarations à l'emporte-pièce contre cette reprise des cours sont rares. La peu souple FSU fait part de ses « inquiétudes très fortes » mais pas d'un refus catégorique, même si son secrétaire général, Benoît Teste, ajoute avoir « un peu l'impression que l'on va sacrifier la santé des personnels et des élèves ».

Quant aux sondages, ils montrent des Français partagés : 55% d'entre eux sont favorables à cette réouverture selon Elabe, 54% (surtout les parents de jeunes enfants) rejettent cette solution d'après Odoxa Dentsu Consulting. Mais, le plus frappant, est la revendication d'autonomie exprimée dans l'univers scolaire.

« On a été capables de mettre en place l'enseignement à distance en 72 heures, entre le jeudi 12 et le dimanche 15 mars. Alors, on a envie de dire : « Pour le déconfinement, faites-nous confiance plutôt que de nous submerger de consignes », résume Florence Delannoy, secrétaire générale adjointe du syndicat des chefs d'établissement (SNPDEN-Unsa) et proviseure d'un grand lycée « favorisé » au sud de Lille.

Jean-Michel Blanquer doit remettre un premier plan de sortie avant la fin du week-end (il sera discuté la semaine prochaine) avec, au bout du tunnel, la perspective de voir 12,4 millions d'élèves et 800 000 enseignants retourner petit à petit en classe. « Mais ça ne sera jamais 100% des effectifs en même temps d'ici le 4 juillet », précise son entourage. Une gageure dont tout le monde s'attribuera les mérites si elle réussit. Mais, en cas d'échec et de reprise d'une pandémie dont personne ne maîtrise les paramètres, le président de la République et son ministre de l'Éducation seront désignés comme seuls coupables.

**Approche personnalisée.** En attendant, la machine Education nationale s'est mise en ordre de marche. L'horizon du 11 mai est à l'ordre du jour de toutes les télé-réunions, visioconférences et consultations qui s'enchaînent Rue de Grenelle et dans les rectorats. « C'est constructif, on va trouver des solutions sur l'ensemble des enjeux - sanitaires, pédagogiques et psychologiques. Tout le monde se serre les coudes », assure Charline Avenel, rectrice de l'académie de Versailles (près de 10% de la population scolaire française) après avoir été secrétaire générale de Sciences Po, qui a découvert une Education nationale « solide et



agile, a fortiori en temps de crise ».

Une cascade de questions doit encore trouver des réponses. A commencer par l'organisation des cours avec de multiples schémas étudiés : demi-groupes, cours le matin pour les uns, l'après-midi pour les autres, semaines A et B ? Quels seront, outre les jeunes pour qui l'enseignement à distance est un facteur supplémentaire d'inégalité et de décrochage, les élèves à reprendre en premier ? C'est même une approche « personnalisée », pour « chaque élève » qu'a recommandée Jean-Michel Blanquer sur France 2 au lendemain de l'allocution présidentielle. La présence sera-t-elle facultative, laissée au choix des familles ? Sur Twitter, les adeptes du hashtag « SansMoiLe11Mai » sont bruyants. Mais de là à cloîtrer leurs enfants quand leurs camarades retrouveront leurs maîtres... Des critères géographiques doivent-ils être pris en compte... ? La Lozère (aucun décès, un patient en réanimation) sera-t-elle mise sur un même pied d'égalité que les zones en rouge vif sur les cartes sanitaires ? Il y aura « un cadre national et des adaptations locales », a encore indiqué le ministre mardi.

« Nos collègues ont, comme tout le monde, envie de sortir du déconfinement. Mais ils sont très incrédules sur la capacité à mettre en place la chaîne logistique qui va de pair : des masques fournis, des locaux nettoyés, etc. A nos yeux, la santé publique prime quand même sur l'éducation », précise Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du SGEN-CFDT, syndicat qui, à la différence de FO, Sud et la FSU n'a pas réclamé un dépistage des enseignants et des élèves.

Aux collectivités locales revient ce vaste sujet de l'hygiène, des locaux, des cantines et des transports scolaires. Comptant 465 lycées où travaillent 8 500 agents, la Région Ile-de-France a déjà prévu la désinfection avec un produit virucide et la dotation de masques, sans oublier gel hydroalcoolique et gants. « Pour l'organisation des cours, il y a encore beaucoup d'inconnues dans une région à forte densité de population et un immense besoin

des transports en commun », note-t-on dans l'entourage de Valérie Pécresse. Actuellement, ces transports fonctionnent à 30%. Une capacité qui pourrait être augmentée à 50% pour le 11 mai.

**Cars scolaires.** La puissante Associa-

tion des maires de France (AMF) décrit ses membres « prêts à y aller mais en prenant le temps d'organiser les modalités pratiques », comme, par exemple, la distribution de masques aux familles par les communes. Le tonitruant « c'est totalement déraisonnable de vouloir rouvrir les écoles le 11 mai » de Philippe Saurel, maire de Montpellier, est ainsi minoritaire. Mais des inquiétudes s'expriment, y compris celles d'élus qui redoutent de voir leur responsabilité mise en cause.

En milieu rural, des sujets très concrets comme le taux de remplissage des cars scolaires préoccupent aussi. « On nous parle de 4 mètres de distanciation à l'intérieur... », note Eric Verlhac, le directeur général de l'AMF. Même sens des responsabilités affiché à l'Assemblée des départements de France où la sortie du déconfinement apparaît « nécessaire si l'on ne veut pas que la France meure guérie », selon la formule de son DG, Pierre Monzani, qui a constitué un « groupe technique » composé d'une dizaine de principaux de collèges sur le sujet. Chez Les Républicains, « pas de doctrine » mais du pragmatisme aussi : « Il y a un moment où il faut franchir le pas. Les collectivités joueront le jeu. Mais le gouvernement porte une énorme responsabilité pour que la confiance soit au rendez-vous », estime Annie Genevard, députée du Doubs et vice-présidente de l'Assemblée nationale.

Bonne volonté donc, mais nécessité de faire du sur-mesure, retour à l'école très progressif accompagné peut-être de « stop-and-go » (les établissements fermant en cas de propagation non contrôlée de l'épidémie) : la « vraie » rentrée attendra septembre, si tout va bien.

@malombard

**« Les collectivités joueront le jeu. Mais le gouvernement porte une énorme responsabilité pour que la confiance soit au rendez-vous »**



SIPA PRESS

**Désinfection dans une école  
à Cannes.**